

Infrastructure ferroviaire :

Une enquête confirme ce que SUD-Rail dénonce depuis plus de 20 ans !

L'enquête réalisée par l'association de consommateurs UFC QUE CHOISIR parue ce jour pointe plusieurs éléments :

La vétusté du réseau ferroviaire français : Victime de la politique du « tout TGV », le réseau du train du quotidien a connu un sous-investissement chronique qui a accru d'année en année la vétusté des infrastructures des lignes classiques, TER et Transilien. Cette volonté expansionniste du réseau TGV voulue par tous les gouvernements successifs et très largement accompagnée par l'ex-Président PÉPY, s'est faite sur fonds propres de la SNCF.

Ce choix politique a très largement privilégié le transport routier qui lui, n'a pas à supporter le coût de ses infrastructures. **Contrairement à la SNCF, l'État n'a jamais demandé aux transporteurs routiers ou aux compagnies de bus de financer les routes.** Au passage, ce sont bien les investissements dans les lignes TGV qui ont creusé la dette de la SNCF et non le statut des cheminot-e-s comme l'a laissé entendre le gouvernement actuel lors de la contreréforme dite du « Pacte Ferroviaire » en 2018.

Des impacts sur la qualité de service : Aujourd'hui, la SNCF tente de rattraper le retard et s'est lancée dans des travaux massifs de régénération global du réseau. Ceci a pour conséquence la multiplication des travaux et donc de multiples ralentissements dans un contexte global d'attrition des effectifs cheminots et d'une politique globale d'externalisation qui ne favorise ni la rapidité, ni l'efficacité des travaux.



Le rôle et la responsabilité de l'État : L'enquête réalisée par UFC QUE CHOISIR vient très justement rappeler que le secteur des transports est le premier émetteur de gaz à effet de serre en France. **Ce constat impose de favoriser le report modal du routier vers le ferroviaire pour satisfaire aux impératifs écologiques et aux engagements pris lors des différentes COP.**

Le gouvernement doit donc impérativement investir massivement dans le transport ferroviaire de marchandises et de voyageurs. Plutôt que de prendre des mesures fiscales coûteuses incitatives en faveur des voitures électriques, l'État doit prendre des mesures législatives fortes et contraignantes pour privilégier le transport ferroviaire.

Le gouvernement doit aussi investir massivement dans le réseau ferré. Oui cela coûte cher mais combien coûtent les infrastructures routières ? Combien coûte le routier en accidents, blessés, malades engendrés par la pollution ?

La Fédération SUD-Rail dénonce depuis sa création les choix stratégiques et financiers de nos gouvernants. Cette vision étriquée et clientéliste conduit inlassablement à privilégier la route aux dépens du ferroviaire en complète contradiction avec l'intérêt général. Malgré la reprise d'une dette qui n'était que la sienne, le gouvernement actuel poursuit cette logique mortifère en traçant une équation budgétaire irréalisable pour SNCF via sa réforme de 2018. Quant à la politique du « tout TGV », les récentes déclarations du Président Macron, les quelques miettes concédées au transport ferroviaire de marchandises montrent qu'on n'est toujours pas sur la bonne voie et que le clientélisme à la veille des élections a encore de beaux jours devant lui.